

*leurs avancées sont faites de nos reculs***RAFFARIN, NOUS VOILA !**

Dans le précédent bulletin de RLF 19, l'édito, sous le titre "2002-2003, en arrière toute", dénonçait une "droite triomphante, écrasante, revancharde, s'employant à démolir les acquis sociaux depuis 50 ans".

Depuis le printemps dernier, l'entreprise de démolition est en route : de l'éducation à la culture, des retraites à la santé, les casseurs qui gouvernent sont passés à la vitesse supérieure. Raffarin, pour faire passer la pilule, déclare sans rire qu'il faut maintenant aller à "l'apaisement social". Cette paix qu'il souhaite, ne serait-elle pas celle des cimetières ? Et ensuite, qui tirera les marrons du feu ?

TUEURS EN SERIE

Ils nous parlent de réformes, de progrès économique, d'une société "enfin remise en marche". Et donc, pour faire "avancer les choses", ils passent la marche arrière.

Retraites : le gouvernement efface 60 ans de progrès, parfois rudement acquis, avec la bénédiction de ses complices du MEDEF. Lesquels complices n'hésitent pas à licencier les travailleurs de plus de 50 ans.

Culture : Raffarin, toujours soutenu par le même patronat, a réussi le démantèlement de l'exception culturelle française, en cassant le statut d'intermittent du spectacle.

Santé : la liquidation de l'outil sanitaire, les suppressions de postes dans les hôpitaux, les réductions de crédits, le cassage des services d'urgence ont tué, cet été, en France. Et pour toute réponse, le ministre de la Santé, après s'être courageusement défaussé sur ses subordonnés, offre une primelette aux urgentistes écœurés.

La droite triomphe : à ce rythme, dans quelques années, il ne restera plus rien des acquis sociaux de la Libération, du Front Populaire, voire de la Révolution Française.

Le chef du gang patronal, le baron Seillière, peut exulter : la France "retrouve le chemin du travail", il n'y aura plus de "saltimbanques". Même le goupillon s'y met : à propos du jour férié "travaillé pour les personnes âgées", il n'est plus question de mesure sociale de solidarité, mais de "charité"... C'est le retour des corvées de l'Ancien Régime, au profit du seigneur-patron.

QUAND ILS AURONT GAGNE

Pourquoi cette politique ? A entendre les ténors de la droite, ce n'est pas pour complaire au patronat, lequel s'est constamment opposé à toutes les avancées sociales depuis le 19^{ème} siècle.

C'est, expliquent-ils, pour contrer l'influence de l'extrême-droite en France. "Pour faire reculer Le Pen, il faut se placer sur son terrain".

La mise au pas des syndicats, l'asservissement de la culture, la répression du mouvement social, la remise en cause des droits fondamentaux : il s'agit bien là du terrain de prédilection de l'extrême-droite, depuis Vichy.

Reprendre les thèmes lepénistes, voire pétainistes ou maurassiens, voilà le remède que Chirac et Raffarin proposent pour guérir du 21 avril 2002.

Face au débordement des idées d'exclusion, de haine, de mépris, au lieu d'assécher le terrain sur lequel elles prolifèrent, la droite en rajoute, croyant qu'il suffit d'arroser davantage pour combattre l'inondation.

Résultat : les idées brunes ne cessent de se répandre, le Front National recueille de plus en plus d'opinions favorables, au point que certains analystes considèrent comme "perdus" certaines régions françaises, aux prochaines élections régionales.

Il était de coutume de parler de la droite française comme de "la plus bête au monde". Faudra-t-il à l'avenir la dire "la plus dangereuse du monde" ?



Nous vous rappelons que le Conseil d'Administration de Ras l'front 19 est ouvert à tous les adhérents. Il se réunit le **deuxième mardi de chaque mois**, au Centre culturel et sportif de Tulle, avenue Alsace-Lorraine, salle K, à 18 h 30.

Collectif Urgence Culture 19

Fin juillet 2003, suite à la lutte des professionnels du spectacle vivant de la Corrèze, un Collectif Urgence Culture (CUC 19) s'est constitué.

Ras l'front 19 participe à ce collectif.

Pourquoi ? Culture en danger = société en danger.

Si toutes les pratiques humaines n'existent plus qu'à travers le filtre de l'argent, si la création indépendante n'existe plus qu'à travers le filtre de l'argent, les valeurs humanistes qui fondent la République sont en danger.

Ce n'est pas un hasard si, quand un parti d'extrême-droite prend la tête d'une municipalité, il s'attaque d'abord aux bibliothèques, aux associations culturelles et alternatives...

La mise au pas des intellectuels, des artistes, des esprits libres n'a-t-elle pas toujours été un des premiers objectifs des régimes autoritaires ?

Ci-dessous, extrait de la lettre envoyée par le CUC 19 au Président du Conseil Général de Corrèze :

[...] *Monsieur le Président, le sujet est trop grave pour que nous cédions les uns et les autres à des logiques de coup, de revanche ou de diabolisation. Le Collectif Urgence Culture 19 réclame un débat public et démocratique sur la place de la culture dans notre société. Il le fait en accompagnant le mouvement des professionnels du spectacle, en tentant de lui reconnaître toute la dimension qu'il mérite. Nous ne voulons pas oublier, et peut-être pouvons-nous partager cette inquiétude, que lorsqu'un certain parti d'extrême droite conquiert une Mairie, il n'a de cesse de retirer les livres "déviant" de la bibliothèque, de prendre le contrôle des institutions culturelles et des festivals, et de supprimer les structures associatives et alternatives. Ce parti serait-il le seul à apprécier à sa juste valeur, pour mieux l'éradiquer, le rôle de la culture dans la formation des citoyens et l'éducation des consciences ?* [...]

Deuxième Forum Social Limousin



Le 25 octobre 2003 au Villard
(Près de Royère de Vassivière en Creuse)

Depuis l'édition du Forum Social Limousin en novembre 2002, celui-ci s'est mué en Forum social Limousin Permanent afin de permettre le maintien d'un lieu de dialogue constructif et solidaire. Lors de la dernière rencontre de préparation du 2ème FSL, le 28 juin 2003 au Villard, les personnes présentes ont choisi de préparer 7 ateliers de débats le **matin** avec les thématiques (provisoires) suivantes :

- OMC / AGCS et Services Publics
- Agriculture et Ruralité
- Media
- La paix, le partage des richesses
- Art(s) et Culture(s)
- Travailler autrement - Genre et mondialisation

- La politique, un bien commun...

Le **midi**, Repas « auberge espagnole »

L'**après-midi**, assemblée plénière, compte rendu des ateliers, festivités, préparation de notre participation au Forum Social Européen de St Denis/Paris.

Par ailleurs, les 5 et 6 septembre, une marche partira du Mont Gargan pour se rendre à Limoges pour dénoncer le projet d'accord général du commerce et des services (AGCS) qui doit être conclu à Cancun en septembre.

Prendre contact avec Claude au 05.55.05.26.00 ou Guillaume au 05.55.35.81.24 (MDH)

Forum social européen

Ras l'front sera présent au Forum Social Européen à Saint-Denis en novembre. A suivre...

17 octobre à Tulle

Le **vendredi 17 octobre 2003 à 18 heures**, au square Jean Moulin, Ras l'front 19 rappellera la mémoire des victimes de la répression sanglante de la manifestation du 17 octobre 1961. Ce jour-là, des Algériens de la région parisienne s'étaient rassemblés à Paris pour protester contre le couvre-feu instauré à leur encontre par la Préfecture. La police parisienne, dirigée à l'époque par Maurice Papon, réprima violemment cette manifestation pacifique. Plusieurs centaines de personnes y trouvèrent la mort, par coups de feu, par matraquage, par noyade dans la Seine...

En octobre 2002, Ras l'front 19, avait écrit :

- au Préfet pour demander que l'Etat reconnaisse le massacre du 17 octobre 1961 ;
 - aux députés pour protester contre la libération de Papon.
- A ce jour, ces courriers sont restés sans réponse.

Ce n'est pas une blague !

Maurice Papon, valeureux agent de la déportation des juifs sous l'occupation et le régime de Vichy, non moins valeureux chef de la police qui réprima la manifestation des Algériens du 17 octobre 1961 (voir ci-dessus), condamné à 10 ans de réclusion pour "complicité de crimes contre l'humanité", libéré après 3 ans de prison pour "raisons médicales", a fait une demande de RMI en 2002 ! La demande a été rejetée puisqu'il peut bénéficier d'une pension d'ancien préfet et d'ancien député...

Ras l'front au Pont des Angles, juin 2003



Cotisation 2003-2004

Pour participer activement à la lutte contre le fascisme, débattre des moyens de lutte, décider démocratiquement des formes d'action, participer aux débats nationaux du réseau et recevoir le bulletin de Rlf 19,

J'adhère à Ras l'front 19, B.P. 544, 19015 Tulle Cedex, (chèque à l'ordre de Ras l'front 19) :

Nom : Prénom : 16 €(tarif normal)
Adresse : 8 €(jeunes)
Code Postal : Ville : Tel : Gratuit (chômeurs)